

*L'ancien ambassadeur du
Panama à Cuba se félicite du
retrait de l'île de la liste des
sponsors du terrorisme*



Panama , 19 jan (RHC) L'ancien ambassadeur du Panama à Cuba, Reynaldo Rivera, s'est félicité aujourd'hui de l'exclusion de notre pays d'une liste de prétendus sponsors du terrorisme des États-Unis, mais a averti que la mesure pourrait revenir avec l'administration de Donald Trump.

Dans des déclarations à Prensa Latina, qui a été demandeur d'asile politique dans le pays caribéen après l'invasion militaire américaine de l'isthme en 1989 et à deux reprises représentant diplomatique, il a déclaré qu'en plus de 12 ans à Cuba, il a pu partager avec son peuple l'une des plus grandes injustices de l'humanité, le blocus américain.

Cette mesure, a-t-il ajouté, ne vise qu'à briser l'esprit rebelle de lutte et de dignité du peuple cubain et la force d'âme de son grand leader, Fidel Castro, ce qu'ils ne parviendront jamais à faire, a-t-il fait remarquer.

L'avocat et également ancien ministre du Travail a expliqué que de toutes ces mesures, rien de pire, de faux et d'illégal ces dernières années que l'inclusion de Cuba par la première administration de Donald Trump, en 2021, dans une liste unilatérale et fallacieuse de pays qui parrainent prétendument le terrorisme.

Rivera a souligné qu'il a vu avec tristesse et douleur combien cette action et d'autres mesures punitives, obstacles et restrictions dérivées ont affecté et affectent socialement, mais il a dit qu'ils ne pourront jamais plier l'exemple de fermeté du peuple cubain et son amour pour la liberté, comme enseigné par l'apôtre José Martí.

En ce sens, il a salué la décision du président Joe Biden, quelques jours avant la fin de son mandat, de retirer Cuba de la liste, et bien qu'il considère cette correction comme une étape positive, il a cité le vieil adage selon lequel « justice différée n'est pas justice ».

Il a également averti que ces leçons sont toujours valables pour le peuple panaméen, quelques heures avant que Trump ne retourne à la Maison Blanche pour cinq années supplémentaires et menace déjà de reprendre le canal de Panama par la force.

Cette voie d'eau interocéanique est un symbole de luttes et d'effusions de sang, et maintenant nous l'offrons pour le développement et le commerce du monde, c'est pourquoi nous ne permettrons pas qu'elle nous soit enlevée.

Comme le peuple cubain, nous, Panaméens, défendrons notre souveraineté et notre dignité. « Le temps peut passer, mais les principes ne vieillissent pas », a-t-il ajouté.

Le 14 janvier, six jours avant de quitter la Maison Blanche, M. Biden a annoncé un ensemble de mesures allant dans le bon sens, bien que tardives et insuffisantes, selon les autorités cubaines, en levant la désignation de Cuba comme État présumé soutenant le terrorisme, un acte de justice élémentaire, ont fait remarquer des sources sur l'île.

En outre, il a dévoilé l'exemption du titre III de la loi Helms-Burton, également connue sous le nom de loi Libertad, pour une période de six mois, et a annulé le mémorandum présidentiel sur la sécurité nationale 5 de 2017 pour mettre fin à la soi-disant « liste restreinte ».

Lors de sa campagne électorale de 2020, Joe Biden avait promis un changement de politique à l'égard de La Havane, mais au cours de ses quatre années de mandat, il est resté aligné sur la politique de son prédécesseur et désormais successeur au pouvoir, Donald Trump. (Source : Prensa Latina).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/374469-lancien-ambassadeur-du-panama-a-cuba-se-felicite-du-retrait-de-lile-de-la-liste-des-sponsors-du-terrorisme>



Radio Habana Cuba